



**PRÉFET
DE LA RÉGION
OCCITANIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne

à

M. Le Préfet de l'Hérault
Place des Martyrs de la Résistance
34 062 Montpellier Cedex 2

Affaire suivie par : Jamila MILKI
Pôle patrimoine et Architecture
Service de l'architecture

Toulouse, le 8 octobre 2021

Tél. : 05 67 73 20 22

Courriel : jamila.milki@culture.gouv.fr

Répondre à
Drac Occitanie - site de Toulouse
32, rue de la Dalbade - BP 811
31080 Toulouse Cedex 6

Objet : SPR Béziers – Enquête publique

Réf. : MV/JM/CT/2021.254

PJ : Courrier de la Direction générale des patrimoines du 17 septembre 2021

En séance du 16 septembre 2021, la commission nationale du patrimoine et de l'architecture (CNPA) a donné un avis favorable au projet de modification du périmètre du site patrimonial remarquable (SPR) de la commune de Béziers. L'étape suivante consiste en l'organisation de l'enquête publique qui incombe à l'autorité administrative (art. R.631-2 du code du patrimoine).

La Direction régionale des affaires culturelles Occitanie assure la maîtrise d'ouvrage de l'étude SPR. L'ABF de l'Hérault et le service de l'architecture de la Drac en assurent le contrôle scientifique et technique.

Afin de faciliter le déroulement de l'enquête publique, la commune de Béziers prendra à sa charge l'organisation de l'accueil du commissaire enquêteur et du public sur site, ainsi que la mise à disposition du dossier d'étude en version papier et de panneaux informatifs. L'ABF de l'Hérault sera l'interlocuteur référent du commissaire enquêteur pour répondre aux questions touchant aux enjeux patrimoniaux du dossier d'étude.

La DRAC Occitanie, site de Toulouse, prendra en charge le budget de l'enquête publique et sera votre interlocutrice dans sa mise en place (personne référente : Jamila MILKI – 06.14.07.60.51 – jamila.milki@culture.gouv.fr).

Je me permets d'attirer votre attention sur l'importance d'une mise en œuvre rapide de cette enquête publique. La poursuite de la procédure, ralentie par le confinement sanitaire, en dépendra.

Pour le préfet et par délégation,
le directeur régional des affaires culturelles,

Michel ROUSSEL

Pour le Directeur régional
des affaires culturelles
Le Directeur du pôle patrimoine
et architecture
Michel VACINAY